

France/A cinq jours des élections européennes

Macron évoque un risque de "dislocation" de l'Europe

AFP
Paris/France

La présence du président français en première ligne lui vaut une volée de bois vert de la part des oppositions.

"RISQUE existentiel" de dislocation de l'Europe : le président français Emmanuel Macron multiplie les alertes, dans un entretien à la presse régionale publié hier, et justifie ainsi sa présence en première ligne dans la campagne pour les européennes, vertement critiquée par les oppositions.

A cinq jours du scrutin de dimanche où les sondages donnent la liste qu'il défend au-coude-à-coude, voire derrière celle du Rassemblement national (extrême droite) de Marine Le Pen, le chef de l'État recevait en outre à déjeuner des intellectuels européens signataires en janvier d'une tribune "L'Europe est en péril", appelant à se mobiliser contre la "vague" populiste.

Le président de 41 ans, élu en 2017 et qui a toujours affirmé des positions pro-européennes et l'ambition de "refonder" l'UE, explique pourquoi il ne peut pas "être un spectateur, mais un acteur de cette élection", dans un entretien publié par une quarantaine de quotidiens régionaux.



Pour le président Emmanuel Macron, pas question d'être un spectateur des élections européennes de dimanche. Il veut en être un acteur, quitte à s'attirer les critiques des oppositions.

Pour lui, ce scrutin "est le plus important depuis 1979 parce que l'Union est face à un risque existentiel". "Si, en tant que chef de l'État, je laisse se disloquer l'Europe qui a construit la paix, qui a apporté de la prospérité, j'aurai une responsabilité devant l'histoire", estime-t-il.

Au rang des propositions, il souhaite "une convention fondatrice européenne après les élections" mêlant dirigeants et citoyens, pour "définir la stratégie de l'Europe pour les cinq années à venir, y compris les changements de traités" qui pourraient en résulter. Interrogé sur les questions écologiques, il souhaite

également "une taxation commune du kérosène en Europe".

Le président français avait appelé lundi, avec le Premier ministre socialiste portugais Antonio Costa, à "bâtir une grande coalition des progressistes" face à "ceux qui veulent détruire l'Europe par le nationalisme".

"HOLD-UP PLEBISCITAIRE" • Son implication dans la campagne – allant jusqu'à figurer seul sur une affiche de campagne de son parti – a été dénoncée par les oppositions de tous bords.

"Emmanuel Macron détourne la fonction présidentielle et en abuse pour

se comporter en véritable chef de clan", a écrit dans un tweet la tête de liste du Rassemblement National, Jordan Bardella, en ajoutant "C'est un comportement anti-républicain et en même temps profondément déloyal".

Un responsable du parti Les Républicains (opposition de droite), Guillaume Larrivé, s'est insurgé contre une "tentative de hold-up plébiscitaire : tout est organisé comme si cette élection devait être considérée comme un référendum pour ou anti-Macron, pour ou anti-Le Pen".

Pour Manon Aubry de La France Insoumise (gauche radicale), Emma-

nuel Macron "se pose un peu comme c'est moi ou le chaos, mais en réalité on a lui et le chaos", car il est "en partie responsable" des "politiques libérales" européennes.

Arriver derrière le Rassemblement National réduirait en tout cas la marge de manœuvre du président, affaibli par six mois de contestation de la politique gouvernementale par les "gilets jaunes".

"Je ne me pose pas dans un tel cas de figure", balaie Emmanuel Macron. Dans le camp présidentiel, l'alerte rouge est néanmoins déclenchée. Le Premier ministre Édouard Philippe s'est livré, comme le reste de la majorité, à un tir de barrage contre le RN, accusé d'être le cheval de Troie des plans de Trump et Poutine pour affaiblir l'Europe. En ligne de mire : Steve Bannon, l'ex-stratège du président américain Donald Trump, qui a enchaîné les interviews avec les médias français pour encenser Marine Le Pen.

Emmanuel Macron affirme voir "pour la première fois une connivence entre les nationalistes et des intérêts étrangers" pour démanteler l'Europe, qualifiant Steve Bannon de "lobbyiste proche du pouvoir américain". Il s'en prend également aux "Russes et quelques autres" qui "n'ont jamais été à ce point intrusifs pour financer, aider les partis extrêmes".

L'Afrique en bref

• Algérie/Politique. Les étudiants de nouveau dans la rue

Quelque 2 000 étudiants et enseignants ont manifesté hier à Alger pour réaffirmer leur rejet de la présidentielle prévue le 4 juillet, au lendemain des veto opposés à la contestation par l'armée, désormais au centre du jeu politique, a constaté un journaliste de l'AFP.

• Egypte/Sécurité. 16 jihadistes présumés tués dans le Sinaï

Seize jihadistes présumés ont été tués lors d'opérations de police dans le Sinaï, dans l'est de l'Égypte, où les forces de sécurité combattent une branche du groupe Etat islamique (EI), a annoncé hier le ministère de l'Intérieur.

• Malawi/Elections. Présidentielle à suspense



Le Malawi votait hier pour une élection présidentielle qui s'annonce serrée entre le sortant Peter Mutharika, en quête d'un second mandat, et deux sérieux adversaires – son vice-président Saulos Chilima et le chef de l'opposition Lazarus Chakwera – qui ont fait de la lutte contre la corruption leur thème de prédilection dans ce pays très pauvre.

A travers le monde

• Indonésie/Présidentielle. Widodo réélu !

Joko Widodo a été élu pour un second mandat à la présidence indonésienne, selon les résultats officiels publiés hier dans la capitale placée sous haute sécurité alors que l'opposition refuse de reconnaître sa défaite.

• Royaume-Uni/Politique. Brexit : May prête à un nouveau référendum

La Première ministre britannique a annoncé hier une série de compromis, dont la possibilité de voter sur un second référendum et le maintien dans une union douanière temporaire avec l'Union européenne, afin de tenter de rallier à son plan de Brexit la majorité des députés.

• Russie-Ukraine/Diplomatie. La mise en garde de Moscou contre Zelensky

Le Kremlin a mis en garde hier le nouveau président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui a demandé aux Etats-Unis de nouvelles sanctions économiques contre la Russie, estimant que cela ne favoriserait pas un règlement de la guerre dans l'Est.

RDCongo/Plus de deux ans après sa disparition

Etienne Tshisekedi : l'heure des funérailles

AFP
Kinshasa/RDCongo

Celles-ci auront lieu à Kinshasa du 30 mai au 1er juin, a annoncé sa famille.

LE rapatriement de la dépouille et les funérailles de l'ex-opposant Etienne Tshisekedi vont avoir lieu entre le 30 mai et le 1er juin, a annoncé hier un proche joint par plusieurs médias dont l'AFP, nouveau signe de détente politique en République démocratique du Congo.

Le père du nouveau président Félix Tshisekedi était décédé à Bruxelles le 1er février 2017 en pleine période de tensions politiques, sous l'ancien régime du président Joseph Kabila.

Son corps reposait depuis dans la capitale belge faute d'un accord politique entre l'ancien régime et la famille sur son rapatriement et l'organisation des funérailles.

"Le corps d'Etienne Tshisekedi arrive le 30 mai et les funérailles se passeront au stade des Martyrs", a déclaré à l'AFP le frère du défunt, Mgr Gérard Mulumba.

Le corps sera exposé dans le plus grand stade de Kinshasa qui peut accueillir 80 000 personnes.

"Le samedi aura lieu l'inhumation après la grande messe solennelle au stade des Martyrs. Tous les évêques seront là", a poursuivi le parent.

Mgr Mulumba a précisé vouloir "attendre le communiqué de la présidence". Consultés par l'AFP, deux proches du président confirment la date du 30 mai pour le rapatriement de la dépouille d'Etienne Tshisekedi, décédé à l'âge de 84 ans.

"C'est depuis plus de deux ans que nous avons fait tout ce que nous pouvions. Nous n'avons pas réussi. Alors maintenant que les choses se passent dans un climat meilleur, nous sommes évidemment sou-



La dépouille d'Etienne Tshisekedi (devant laquelle se recueille ici, le 5 février 2017 à Bruxelles, la diaspora congolaise), s'apprête enfin à être rapatriée à Kinshasa.

lagés", a ajouté Mgr Mulumba.

L'annonce a été faite au lendemain même de la nomination d'un Premier ministre par le président Tshisekedi, sur proposition de son prédécesseur, Joseph Kabila.

Lundi également, l'opposant Moïse Katumbi a fait un retour triomphal dans son fief de Lubumbashi après trois ans en exil, en promettant d'incarner une

opposition "républicaine" et "exigeante".

Proclamé vainqueur de l'élection du 30 décembre, M. Tshisekedi fils a été investi le 24 janvier en présence de son prédécesseur, Joseph Kabila, première transmission pacifique du pouvoir dans l'histoire du Congo.

En 2011, son père, lui-même candidat-président, avait refusé de reconnaître

la réélection de M. Kabila et se proclamait vainqueur des élections.

Etienne Tshisekedi avait fondé en février 1982 le parti d'opposition Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), sous le régime du parti unique, à l'époque du dictateur Mobutu Sese Seko (1965-1997).

Il avait ensuite été Premier ministre dans les années 90 à l'époque de l'ouverture au multipartisme.

Après l'indépendance le 30 juin 1960, M. Tshisekedi avait été un proche de Mobutu. Le 1er juin 1966, il était ministre lors de la pendaison de quatre responsables politiques accusés de trahison.

Connus dans l'histoire du Congo comme les "martyrs de la Pentecôte", ils donnent leur nom au stade où doit être honoré la mémoire d'Etienne Tshisekedi, un même 1er juin de Pentecôte, 53 ans plus tard.